

N° 4992²**CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2003-2004

PROJET DE LOI**modifiant la loi modifiée du 10 août 1915 concernant
les sociétés commerciales**

* * *

AVIS DE LA CHAMBRE DE COMMERCE

(29.3.2004)

Par sa lettre du 22 août 2002, Monsieur le Ministre de la Justice a bien voulu solliciter l'avis de la Chambre de Commerce concernant le projet de loi sous rubrique.

Le projet de loi a pour objet de rendre les dispositions actuelles de la loi modifiée du 10 août 1915 en matière de fusions et de scissions de sociétés anonymes (section XIV et section XV) applicables à toutes les sociétés dotées de la personnalité juridique et aux groupements d'intérêt économique.

De plus, le présent projet de loi introduit deux sections supplémentaires au sein de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales: une section XVbis portant sur les apports de branche d'activités et d'universalité et une section XVter portant sur les transferts de „patrimoine professionnel“. Les deux sections projetées seraient applicables à toutes les sociétés dotées de la personnalité juridique et aux groupements d'intérêt économique.

Enfin, le présent projet de loi vise à modifier l'article 3 de la loi modifiée du 10 août 1915 afin d'abandonner le principe de la commercialité par la forme pour aligner le droit luxembourgeois sur l'orientation du droit belge qui apprécie la commercialité d'une société en fonction de son objet.

L'objectif général des auteurs du présent projet de loi est d'étendre au maximum les opérations de restructuration d'entreprise à toutes les formes de sociétés, quelque soit leur objet social (civil ou commercial) ou la forme adoptée (société civile, société commerciale ou groupement d'intérêt économique).

De façon générale, la Chambre de Commerce accueille favorablement les dispositions du projet de loi ayant trait à l'extension du champ d'application des opérations de restructuration (fusions, scissions ...) à l'ensemble des sociétés dotées de la personnalité juridique et aux groupements d'intérêt économique.

La Chambre de Commerce attire l'attention sur certaines difficultés que poserait l'introduction en droit luxembourgeois des notions de transfert d'universalité et de branche d'activité, ainsi que de la notion de „transfert de patrimoine professionnel“. La Chambre de Commerce se réjouit du principe de l'introduction de ces techniques en droit luxembourgeois mais émet des réserves dans plusieurs domaines (insécurité juridique, absence de cadre procédural, respectivement procédures inadaptées).

Enfin, concernant l'abandon du principe de la commercialité par la forme, la Chambre de Commerce se doit d'émettre son opposition la plus stricte. En effet, la Chambre de Commerce ne perçoit nullement l'opportunité de l'abandon d'un principe clair et transparent, ayant fait ses preuves de longue date, au profit d'un état de désorganisation et d'insécurité juridique. Un tel abandon n'est, par ailleurs, aucunement justifié de manière objective par les auteurs du présent projet de loi dans le cadre de l'exposé des motifs. En conséquence, la Chambre de Commerce réclame que l'article 1er, visant à modifier l'article 3 de la loi modifiée du 10 août 1915 et à abandonner le principe de la commercialité par la forme, soit retiré du projet de loi, et ce d'autant plus que le sujet ne répond à aucune nécessité en matière de restructuration d'entreprises et ne s'inscrit pas dans la problématique générale du présent projet de loi.

1. L'extension du champ d'application des dispositions en matière de fusion et de scission de sociétés

Les opérations de fusion et de scission sont prévues en droit luxembourgeois par les sections XIV (articles 257-284) et XV (articles 285-308) de la loi modifiée du 10 août 1915. A l'heure actuelle, ces opérations ne s'appliquent qu'aux sociétés anonymes de droit luxembourgeois¹.

Ces deux sections ont été introduites dans la loi modifiée du 10 août 1915 par une loi du 7 septembre 1987 en vue de transposer la troisième directive 79/885/CEE du Conseil du 9 octobre 1978, fondée sur l'article 54 paragraphe 3 sous g) du traité et concernant les fusions des sociétés anonymes² et la sixième directive 82/891/CEE du Conseil du 17 décembre 1982, fondée sur l'article 54 paragraphe 3 point g) du traité et concernant les scissions des sociétés anonymes³.

Le présent projet de loi modifie le champ d'application des sections XIV et XV de la loi modifiée du 10 août 1915 afin d'étendre les possibilités de restructuration à l'ensemble des sociétés dotées de la personnalité juridique et aux groupements d'intérêt économique. A cette fin, est prévue une longue liste de modifications d'ordre essentiellement terminologique.

En droit belge, depuis la loi du 29 juin 1993⁴, les dispositions des lois coordonnées sur les sociétés commerciales (L.C.S.C.) en matière de fusion et de scission d'entreprise s'appliquent à toutes les sociétés de droit belge, dotées de la personnalité juridique⁵. Ce sont les modifications apportées par la loi belge du 29 juin 1993 qui ont directement inspiré les rédacteurs du présent projet de loi.

De manière générale, la Chambre de Commerce adhère à l'objectif du Gouvernement d'étendre le champ d'application des opérations de restructuration à l'ensemble des sociétés bénéficiant de la personnalité juridique ainsi qu'aux groupements d'intérêt économique. Cette extension devrait ouvrir de larges possibilités en matière de restructuration d'entreprises.

Il convient cependant de signaler que la Commission européenne mène actuellement, dans le cadre du Plan d'action pour les Services financiers et de la Communication sur la *Modernisation du Droit des Sociétés et le Renforcement du Gouvernement d'Entreprise*, une réflexion d'envergure dans le but de faciliter les fusions transfrontalières des sociétés commerciales autres que les sociétés anonymes (SA). Une proposition de directive a même été présentée par la Commission le 18 novembre 2003⁶. En réduisant substantiellement les conditions juridiques et économiques d'une fusion transfrontalière, la proposition de la Commission devrait essentiellement profiter aux PME, qui sont rarement constituées sous la forme d'une société anonyme (SA) ou de société européenne (SE).

La Chambre de Commerce note une réelle convergence entre les objectifs du Gouvernement et ceux de la Commission européenne dans le domaine des restructurations d'entreprises⁷. Cependant, il convient de garder à l'esprit que, jusqu'à son adoption, le contenu de la proposition de directive de la Commission sera encore sujet à de multiples évolutions. De manière générale, la Chambre de Commerce voudrait relever qu'une transposition anticipée approximative risquerait d'entraîner plusieurs modifications successives du droit positif dans un délai rapproché; ce qui pourrait être globalement préjudiciable à la sécurité de l'environnement juridique des entreprises et ne contribuera pas à une bonne lisibilité de la loi modifiée du 10 août 1915.

1 „La présente section s'applique aux sociétés anonymes de droit luxembourgeois“, article 257 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales (version actuelle); „La présente section s'applique aux sociétés anonymes de droit luxembourgeois“, article 285 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales (version actuelle).

2 Journal officiel No L 295 du 20 octobre 1978 p. 36.

3 Journal officiel No L 378 du 31 décembre 1982 p. 47.

4 Entrée en vigueur le 1er octobre 1993, Moniteur Belge du 21 juillet 1993, p. 17176.

5 En droit belge, ceci exclut les sociétés civiles, lesquelles ne sont pas dotées de la personnalité juridique, car un transfert de patrimoine ne se conçoit pas si la société en cause n'est pas dotée de la personnalité juridique.

6 Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil sur les fusions transfrontalières des sociétés de capitaux, Bruxelles, le 18 novembre 2003, 2003/0277 (COD) 703 final.

7 Les deux textes sont quasiment concomitants, même si le présent projet de loi (déposé le 10 juillet 2002) est antérieur à la proposition de directive de la Commission européenne (18 novembre 2003).

2. L'introduction d'un cadre juridique pour les apports de branches d'activité et d'universalité et le transfert de „patrimoine professionnel“

Le présent projet de loi introduit les sections XVbis et XVter dans la loi modifiée du 10 août 1915. Ces sections portent respectivement sur les apports d'universalité et de branches d'activité, et sur les transferts de „patrimoine professionnel“.

2.1. Les apports d'universalité et de branche d'activité

Selon l'exposé des motifs du présent projet de loi, la technique du transfert d'universalité et de branche d'activité doit permettre de procéder à un transfert de patrimoine entre deux sociétés, sans dissolution et avec effet de transmission universelle en un seul acte, c'est-à-dire sans devoir procéder à des cessions individuelles de créances et de dettes.

En droit belge, la section VIIIquater des lois coordonnées sur les sociétés commerciales traite des apports d'universalité et des apports de branche d'activité (articles 174/53 à 174/65 L.C.S.C.). Ce sont ces dispositions qui ont directement inspiré les rédacteurs du présent projet de loi.

L'apport d'universalité est l'opération par laquelle une société transfère, sans dissolution, l'intégralité de son patrimoine à une ou plusieurs sociétés moyennant une rémunération⁸.

L'apport d'une branche d'activité est l'opération par laquelle une société transfère, sans dissolution, à une autre société l'une de ses branches autonomes d'activité, ainsi que les passifs et actifs qui s'y rattachent, moyennant une rémunération⁹. La notion de branche d'activité autonome s'inspire du droit fiscal et comptable belge et est définie comme un ensemble qui, du point de vue technique et de l'organisation, exerce une activité autonome et est susceptible de travailler par ses propres moyens¹⁰.

En droit belge, la rémunération pour ces deux types d'apports consiste exclusivement en parts ou en actions de la ou des sociétés bénéficiaires. Les auteurs du projet de loi proposent de tolérer en outre le versement d'une soulte en espèces ne dépassant pas 10% de la valeur nominale des actions ou parts attribuées¹¹.

Au terme de l'opération, en droit belge comme dans les dispositions prévues par le présent projet de loi, la société apporteuse reçoit des actions nouvellement émises de la société bénéficiaire. Il n'y a pas dissolution de la société apporteuse qui continuera à exister et à exercer les activités non transférées. Ainsi, dans le cas du transfert de l'universalité du patrimoine, la société apporteuse se transforme en société holding pure. Dans le cas du transfert d'une branche d'activité, la société apporteuse devient mi-opérationnelle, mi-holding.

La Chambre de Commerce accueille favorablement l'introduction en droit luxembourgeois des dispositions pertinentes de la législation belge des sociétés¹². Une telle modification devrait permettre de transférer un ensemble d'éléments patrimoniaux sans devoir respecter les règles du droit civil en matière de cession de créances (articles 1689 et suivants du Code civil) et semble être de nature à compléter efficacement l'arsenal juridique luxembourgeois.

Il convient cependant de signaler que le droit belge prévoit un cadre juridique très complet en matière d'apport d'universalité ou de branche d'activité. Les L.C.S.C. prévoient notamment:

8 Article 174/55 L.C.S.C. repris *in extenso* par l'article VI du présent projet de loi, introduisant un article 308bis-4 dans la loi modifiée du 10 août 1915.

9 Article 174/54 L.C.S.C. repris *in extenso* par l'article VI du présent projet de loi, introduisant un article 308bis-3 dans la loi modifiée du 10 août 1915.

10 Article 174/54 L.C.S.C. repris *in extenso* par l'article VI du présent projet de loi. Introduisant un article 308bis-4 dans la loi modifiée du 10 août 1915.

11 L'attribution d'une telle soulte (10%) est actuellement autorisée lors de la réalisation d'opérations de scission de société: „La scission par constitution de nouvelles sociétés est l'opération par laquelle une société transfère, par suite de dissolution sans liquidation, à plusieurs sociétés nouvellement constituées, l'ensemble de son patrimoine, activement et passivement, moyennant l'attribution à ses actionnaires d'actions des sociétés bénéficiaires et, éventuellement, d'une soulte ne dépassant pas 10% de la valeur nominale des actions attribuées, ou à défaut, de leur pair comptable“, article 288 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales (version actuelle).

12 Introduit en droit belge par la loi 13 avril 1995 (M.B. 17 juin 1995, 17492). Voir notamment, T. TILQUIN, „Le Transfert d'une universalité ou d'une branche d'activité“, *Journal des Tribunaux*, 22 juin 1996, No 5807, pp. 493-509.

- l'établissement d'un projet d'apport comportant „au moins“ un certain nombre de mentions obligatoires (article 174/56 L.C.S.C.);
- l'encadrement de la prise de décision au sein de la société apporteuse (article 174/58 L.C.S.C.);
- le dépôt et la publicité de l'acte constatant l'apport (article 174/59 L.C.S.C.);
- le sort des éléments d'actifs et de passif dont le projet d'apport ne règle pas la répartition (article 174/57 L.C.S.C.);
- l'organisation des rapports avec les tiers en ce qui concerne les créances non échues (article 174/60 L.C.S.C.) et les créances certaines et exigibles (article 174/61 L.C.S.C.).

La Chambre de Commerce est d'avis que les apports en universalité et les apports de branches d'industrie sont des opérations trop complexes et trop importantes pour admettre que la loi se contente d'énoncer la définition de telles opérations et d'en préciser brièvement les effets. La sécurité juridique des actionnaires, des dirigeants et des tiers impose la mise en place d'un minimum de prévisibilité et de transparence juridique. La Chambre de Commerce se pose notamment la question de ce qu'il en est des dispositions du Code civil applicables en matière de délégation et de novation (art. 1271 à 1281 C.civ.), ainsi que des règles de forme en matière de transport de créances (art. 1690 C.civ.).

Certes, il convient de signaler que les auteurs du présent projet de loi ont prévu que l'apport peut être soumis au cadre procédural des opérations de scissions (articles 285 à 308 de la loi modifiée du 10 août 1915). Ce cadre prévoit effectivement:

- la rédaction d'un projet de scission (article 289);
- la publication de ce projet (article 290);
- l'encadrement de la prise de décision (articles 291 à 296);
- la protection des créanciers antérieurs (article 297 et 298);
- etc. ...

Toutefois, le recours au cadre procédural des opérations de scission tel qu'il est prévu par les auteurs du présent projet de loi présente un certain nombre d'inconvénients majeurs. En premier lieu, la Chambre de Commerce regrette que cet encadrement procédural censé encadrer les apports d'universalité et de branches d'activité soit uniquement facultatif¹³.

De plus, il semble que l'opération d'apport soumise au cadre procédural de la technique de la scission sera soumise aux effets juridiques d'une opération de scission, visée à l'article 303 de la loi modifiée du 10 août 1915¹⁴. Le paragraphe premier de l'article 303 de la loi modifiée du 10 août 1915 énonce que:

„La scission entraîne de plein droit et simultanément les effets suivants:

- (a) la transmission tant entre la société scindée et les sociétés bénéficiaires qu'à l'égard des tiers, de l'ensemble du patrimoine actif et passif de la société scindée aux sociétés bénéficiaires (...)
- (b) les actionnaires de la société scindée deviennent actionnaires d'une ou des sociétés bénéficiaires conformément à la répartition prévue au projet de scission;
- (c) la société scindée cesse d'exister (...)

Le recours à titre procédural à la technique de la scission, tel qu'il est conçu par les auteurs du présent projet de loi, aurait par conséquent des effets incompatibles avec la finalité de la technique d'apports d'universalités ou de branches d'activité. En effet, en application de l'article 303 (points b et c) de la loi modifiée du 10 août 1915 à l'opération d'apport, la société apporteuse devra disparaître. Or, la disparition de la société apporteuse est en contradiction totale avec les définitions des apports d'universalité et de branches d'activité qui prévoient expressément que ces opérations doivent se dérouler „sans dissolution“¹⁵.

¹³ La Chambre de Commerce renvoie à cet égard au présent projet de loi, lequel énonce à multiples reprises que les sociétés „peuvent décider d'un commun accord ...“ articles 308-2bis-2, 308-2bis-3, 308-2bis-4 et 308-2bis-5 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, (introduits par le présent projet de loi).

¹⁴ Voir l'article VI du présent projet de loi, et plus spécialement les articles 308bis-2, 308bis-3, 308bis-4 et 308bis-5 introduits dans la loi modifiée du 10 août 1915: „Dans ce cas, l'apport a les effets visés à l'article 303 [de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales]“.

¹⁵ Articles 308bis-3 et 308bis-4 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales (introduits par le présent projet de loi).

En d'autres termes, dans la version actuelle du projet de loi, la section XVbis laisserait aux entreprises l'alternative suivante:

- soit réaliser un apport d'universalité et/ou de branche d'activité sans dissolution de la société apporteuse; mais dans ce cas, l'opération sera dépourvue de tout cadre juridique pertinent;
- soit réaliser un apport d'universalité et/ou de branche d'activité dans le cadre procédural de la technique de scission (articles 258 à 308 de la loi modifiée du 10 août 1915); mais dans ce cas la société apporteuse sera dissoute (article 303 de la loi modifiée du 10 août 1915).

L'absence dans le présent projet de loi d'un encadrement juridique prévoyant les garanties essentielles aux opérations d'apports d'universalité ou de branches d'activité, sans dissolution de la société apporteuse, fragilise énormément le dispositif de la section XVter projetée. Offrir la possibilité d'opérer des apports d'universalité et de branches d'activité sans encadrer de manière adéquate cette opération nuirait énormément à l'efficacité du dispositif.

La Chambre de Commerce est d'avis que le dispositif d'apports d'universalité et de branches d'activité, tel qu'il figure dans l'actuel projet de loi, est largement incomplet et n'offre pas, en l'état actuel, de garanties suffisantes en termes de sécurité juridique.

2.2. Le transfert de „patrimoine professionnel“

Les auteurs du présent projet de loi proposent d'insérer une nouvelle section XVter dans la loi modifiée du 10 août 1915, introduisant en droit luxembourgeois la notion de „transfert de patrimoine professionnel“. Cette notion est inspirée de la loi fédérale suisse sur la fusion, la scission, la transformation et le transfert de patrimoine qui était encore à l'état de projet au moment du dépôt du présent projet de loi¹⁶.

En droit suisse, la notion de transfert de patrimoine doit permettre aux sociétés inscrites au registre du commerce et aux entreprises individuelles inscrites au registre du commerce de transférer tout ou partie de leur patrimoine avec actifs et passifs à un autre sujet de droit privé¹⁷. Le transfert peut être opéré à titre onéreux ou à titre gratuit¹⁸.

Cette notion s'inscrit dans le contexte de l'adoption de la nouvelle loi fédérale suisse qui a pour but de remplacer les règles existantes du code suisse des obligations et de combler les importantes lacunes du droit suisse en matière de fusion et de transformation d'entreprises¹⁹.

La finalité des dispositions de la loi fédérale suisse du 3 octobre 2003 en matière de transfert de patrimoine est de permettre:

- la création de filiales par voie d'apports en nature;
- la simplification des opérations de liquidation d'une société dissoute;
- la simplification de la vente d'une partie d'une entreprise.

En droit luxembourgeois, les objectifs des dispositions fédérales suisses en matière de transfert de patrimoine sont remplis de manière adéquate par certaines dispositions de la loi modifiée du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales:

16 Déposé par le Conseil fédéral le 13 juin 2000, le projet de la loi a été adopté par l'Assemblée fédérale le 3 octobre 2003, texte disponible à l'adresse suivante:

<http://www.ofj.admin.ch/themen/fusion/bot-ent-f.pdf>

17 Article 69 de la loi fédérale suisse du 3 octobre 2003 sur la fusion, la scission, la transformation et le transfert de patrimoine.

18 Voir le Message du Conseil fédéral concernant la loi fédérale sur la fusion, la scission, la transformation et le transfert de patrimoine (Loi sur la fusion; LFus) du 13 juin 2000.

<http://www.ofj.admin.ch/themen/fusion/bot-ber-f.pdf>

19 Avant le vote de la loi fédérale suisse du 3 octobre 2003 sur les fusions, le droit positif suisse ne réglait la fusion que pour les sociétés anonymes, les sociétés en commandite par actions et les sociétés coopératives. La nouvelle loi vise à régler la fusion pour toutes les formes de sociétés du code des obligations ainsi que pour les associations et les fondations.

Par ailleurs, la transformation, qui n'était prévue par la loi que dans l'hypothèse du changement de forme juridique d'une SA en une SARL, est dorénavant instaurée de manière générale, à la condition toutefois que les formes juridiques en cause soient compatibles quant à leurs structures.

Voir le commentaire de la loi fédérale sur le site de l'Office fédéral de la justice:

<http://www.ofj.admin.ch/f/index.html>

- l’apport en nature de tout ou partie du patrimoine d’une société est prévue par l’introduction des dispositions analogues à celles du droit belge des sociétés commerciales, avec l’introduction d’une nouvelle section XVbis dans la loi modifiée du 10 août 1915;
- la liquidation des sociétés est prévue à la section VIII de la loi modifiée du 10 août 1915 (notamment l’article 145bis introduit par la loi du 8 août 1985);
- la simplification de la cession d’une partie d’une entreprise est également possible en application du régime de l’apport en branche d’activité, grâce à l’introduction d’une nouvelle section XVbis dans la loi modifiée du 10 août 1915.

Il apparaît très clairement que le chapitre 5 de la loi fédérale suisse du 3 octobre 2003 sur la fusion, la scission, la transformation et le transfert de patrimoine constitue le pendant suisse des dispositions belges de la section VIIIquater des lois coordonnées sur les sociétés commerciales (articles 174/53 à 174/65 L.C.S.C.) qui traitent des apports d’universalité et des apports de branche d’activité.

Malgré cette proximité entre les deux régimes juridiques, les auteurs du présent projet de loi n’ont pas pris soin de fournir de justification à l’introduction de deux sections ayant un objet et une finalité aussi proches dans la loi modifiée du 10 août 1915²⁰.

Dans ces conditions, la Chambre de Commerce considère l’introduction de la nouvelle section XVter dans la loi modifiée du 10 août 1915 comme purement superfétatoire.

Par ailleurs, la Chambre de Commerce aimerait souligner les risques juridiques qui seraient introduits par cette nouvelle section XVter. En premier lieu, il convient de relever que la notion de „patrimoine professionnel“ des personnes physiques est une notion étrangère au droit luxembourgeois. Pour les sociétés commerciales, la totalité de leur patrimoine doit être considéré comme „patrimoine professionnel“. Par conséquent, pour les personnes morales, il conviendrait de ne pas parler du „patrimoine professionnel“, mais uniquement de patrimoine²¹.

Le patrimoine des personnes physiques est, en principe, considéré comme indivisible. La fragmentation du patrimoine des personnes physiques n’est pas admise en droit commercial luxembourgeois. Un commerçant-personne physique, qui exploite une entreprise individuelle, possède un fonds de commerce. Ce fonds de commerce constitue une universalité de fait, mais pas un patrimoine professionnel distinct du „patrimoine privé“ du commerçant-personne physique²².

Doit-on en conclure que le présent projet de loi instaure un régime des cessions de fonds de commerce? Il ne semble pas que cela soit l’objectif des auteurs du présent projet de loi.

Plus grave encore, le champ d’application des dispositions projetées en matière de transfert de patrimoine professionnel est excessivement large et inclut toutes les personnes physiques: „Les sociétés, les groupements d’intérêt économique et les personnes physiques peuvent transférer tout ou partie de leur patrimoine professionnel avec actifs et passifs à un autre sujet de droit dans le cadre d’une affectation professionnelle“²³. Les auteurs du projet de loi précisent que la „technique de transfert de „patrimoine professionnel“ (...) sera ouverte tant aux sociétés et groupement qu’aux entreprises individuelles, qu’elles soient de nature civile ou commerciale“²⁴.

20 Les auteurs du présent projet de loi se contentent d’énoncer:

„Prenant exemple sur le Projet suisse de loi fédérale sur la fusion, la scission, la transformation et le transfert de patrimoine déjà évoqué, il est proposé d’ériger dans la foulée, une technique de transfert de „patrimoine professionnel“, laquelle sera ouverte tant aux sociétés et groupement qu’aux entreprises individuelles, qu’elles soient de nature civile ou commerciale“, exposé des motifs, p. 19.

21 A titre de comparaison, la loi fédérale suisse sur la fusion, la scission, la transformation et le transfert de patrimoine n’utilise pas non plus l’expression de transfert de patrimoine professionnel, mais parle de transfert de patrimoine (articles 69 et suivants).

22 Depuis la loi du 28 décembre 1992, le droit luxembourgeois reconnaît l’existence de société à responsabilité limitée ayant un associé unique. Dans ce cas, la société en question a un patrimoine propre distinct de celui de l’associé unique-personne physique. Juridiquement, les parts de la société font partie du patrimoine de l’associé unique et le patrimoine de la personne physique-associé unique n’est pas fragmenté.

23 Voir l’article 308bis-6 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales (introduit par le présent projet de loi).

24 Exposé des motifs du présent projet de loi, p. 19.

La Chambre de Commerce est extrêmement surprise de la proposition des auteurs du présent projet de loi d'étendre le champ d'application de certaines dispositions de la loi relative aux sociétés commerciales aux personnes physiques exerçant une activité civile en dehors de toute forme sociétale²⁵.

Cette approche n'est pas non plus celle retenue par le législateur suisse, dans la loi fédérale du 3 octobre 2003 sur la fusion, la scission, la transformation et le transfert de patrimoine²⁶.

Faut-il en conclure que le présent projet de loi vise à réformer en profondeur le régime des cessions de clientèle civile régi par le Code civil? Là non plus, il ne semble pas que cela soit l'objectif des auteurs du présent projet de loi. La Chambre de Commerce réitère à cet égard sa remarque faite précédemment en ce qui concerne les règles du code civil applicables en matière de délégation et de novation (art. 1271 à 1281 C.civ.), ainsi qu'en matière de transport de créances (art. 1690 C.civ.).

Enfin, la Chambre de Commerce relève le manque de cohérence dont ont fait preuve les auteurs du projet de loi entre leur volonté affichée tout au long du présent projet de loi d'étendre la législation en matière de restructuration d'entreprises à toutes les sociétés dotées de la personnalité juridique et aux groupements d'intérêt économique d'une part²⁷ et le caractère extensif du champ d'application de la section XVter, laquelle aurait vocation à s'appliquer à toutes les personnes physiques exerçant une activité civile ou commerciale en dehors de tout cadre sociétal d'autre part.

En conclusion, la Chambre de Commerce est d'avis que l'introduction d'une section XVter dans la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales n'est pas souhaitable.

3. L'abandon du principe de la commercialité par la forme

Les auteurs du présent projet de loi proposent d'abandonner le principe de la commercialité par la forme qui figure à l'article 3 de la loi modifiée du 10 août 1915 afin de s'aligner sur l'orientation retenue par le code belge des sociétés.

L'objectif des auteurs du présent projet de loi est d'abandonner le principe de la commercialité par la forme et de permettre à des sociétés ayant une activité civile d'adopter la forme d'une société commerciale (SNC, sociétés en commandite, SA, SARL, société coopérative) sans pour autant perdre leur nature civile.

Pour rappel, il existe en droit luxembourgeois deux catégories de sociétés soumises à deux régimes juridiques distincts: les sociétés civiles régies par les articles 1832 et suivants du Code civil et les sociétés commerciales régies par la loi modifiée du 10 août 1915. En principe, les sociétés commerciales sont celles qui ont pour objet la réalisation d'actes de commerce²⁸, alors que les sociétés civiles sont celles dont l'objet est civil²⁹.

Par exception à ce principe, le droit luxembourgeois autorise les sociétés dont l'objet est civil à se constituer sous la forme d'une société commerciale. Si une société est constituée sous une forme commerciale alors que son objet est civil, cette société n'est pas nulle: le contrat de société est valable. Une telle société est considérée comme commerciale à raison de sa forme, indépendamment de son objet. C'est le principe de la commercialité par la forme, consacré par l'article 3 de la loi modifiée du 10 août 1915.

Le régime juridique des activités des sociétés ayant un objet civil constituées sous forme de société commerciale est rigoureusement identique à celui des autres sociétés commerciales: „ces sociétés, ainsi que les opérations qu'elles feront, seront commerciales et soumises aux lois et usages du commerce“³⁰.

²⁵ Ibid.

²⁶ La loi fédérale suisse du 3 octobre 2003 ne s'applique qu'aux entreprises individuelles inscrites au registre du commerce (article 69), c'est-à-dire aux personnes physiques qui exploitent un fonds de commerce et qui ont la qualité de commerçant.

²⁷ Le champ d'application de toutes les autres modifications de la loi modifiée du 10 août 1915 est de ce point de vue parfaitement cohérent par l'exposé des motifs: „La présente section s'applique à toutes les sociétés dotées de la personnalité juridique en vertu de la présente loi et aux groupements d'intérêt économique.“, Article II du présent projet de loi concernant la modification de l'article 257 de la loi modifiée du 10 août 1915; „La présente section s'applique à toutes les sociétés dotées de la personnalité juridique en vertu de la présente loi et aux groupements d'intérêt économique“, Article VI insérant l'article 308bis-1 dans la loi modifiée du 10 août 1915.

²⁸ Article 1er de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales (version actuelle).

²⁹ Article 3 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales (version actuelle).

³⁰ Article 3, paragraphe 3 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales (version actuelle).

La commercialité par la forme signifie que les sociétés concernées ont la qualité de commerçant et que les actes qu'elles accomplissent sont en principe des actes de commerce.

La modification projetée de l'article 3 de la loi modifiée du 10 août 1915 aboutirait à la mise en œuvre d'un régime juridique hybride pour les futures „sociétés civiles à forme commerciale“. D'après les auteurs du présent projet de loi, la forme de la société (statuts, bilans, assemblées générales, responsabilité des fondateurs et des administrateurs ...) relèverait toujours des dispositions de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales. De l'autre côté, toutes les autres questions seraient soumises au droit civil (compétence des tribunaux civils, application du droit civil pour toute contestation concernant les droits des associés entre eux et les droits des tiers, inapplication du droit de la faillite ...).

La Chambre de Commerce souhaite mettre en avant un certain nombre d'éléments qui plaident contre l'abandon du critère de la commercialité par la forme.

3.1. Une modification étrangère à la problématique des restructurations d'entreprise

La législation belge en matière de restructuration d'entreprise (fusion et scission de sociétés ainsi que les dispositions relatives au transfert d'universalité ou de branche d'activité) ne peuvent s'appliquer aux sociétés civiles. Les sociétés civiles de droit belge sont en effet dépourvues de personnalité juridique. Le concept belge de „sociétés civiles à forme commerciale“ a été introduit afin de répondre à un besoin particulier, celui d'organiser sous forme de société bénéficiant de la personnalité juridique certaines activités de nature purement civile (secteur immobilier, professions libérales ...).

En droit luxembourgeois, toutes les sociétés, qu'elles soient civiles³¹ ou commerciales³², sont dotées de la personnalité juridique. Par conséquent, la modification du critère de commercialité des sociétés n'aura aucune répercussion sur la détermination du champ d'application de la législation nationale en matière de restructuration d'entreprises.

Les auteurs du présent projet de loi en ont parfaitement conscience puisque, parmi les modifications qu'ils proposent d'insérer dans la loi modifiée du 10 août 1915, ne figure aucune référence ni au critère de la commercialité des sociétés ni à d'hypothétiques „sociétés civiles à forme commerciale“. Le présent projet de loi se contente d'énoncer systématiquement que: „La présente section s'applique à toutes les sociétés dotées de la personnalité juridique en vertu de la présente loi et aux groupements d'intérêt économique“³³.

La Chambre de Commerce constate, par conséquent, que la modification projetée de l'article 3 de la loi modifiée du 10 août 1915 ne répond à aucune nécessité en matière de restructuration d'entreprises et ne s'inscrit absolument pas dans la problématique générale du présent projet de loi.

3.2. Une modification dénuée de toute justification appropriée

L'exposé des motifs du présent projet de loi ne fournit aucune justification quant à la modification projetée de l'article 3 de la loi modifiée du 10 août 1915. Les auteurs du présent projet de loi se contentent de signaler qu'„il est également décidé d'abandonner le principe de la commercialité par la forme pour s'aligner sur le droit belge“³⁴.

La Chambre de Commerce se permet encore une fois de rappeler que le concept de „sociétés civiles à forme commerciale“ a été introduit en droit belge afin de permettre l'organisation de certaines activités de nature civile sous la forme d'une société bénéficiant de la personnalité juridique. En droit luxembourgeois, sociétés civiles et sociétés commerciales bénéficient toutes deux de la personnalité juridique. Les activités de nature civile peuvent librement s'organiser sous la forme soit d'une société civile soumise au régime du droit civil, soit d'une société commerciale soumise au régime des commerçants.

³¹ Article 3 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales (version actuelle).

³² Article 2 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales (version actuelle).

³³ Articles 257 et 285 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales (version modifiée par le présent projet de loi).

³⁴ Exposé des motifs du présent projet de loi, p.19.

La Chambre de Commerce considère que la seule volonté politique d'aligner la législation nationale sur un droit étranger, sans nécessité aucune et en présence de prémisses absolument différentes, ne constitue pas, en soi, une justification appropriée à la modification projetée de l'article 3 de la loi modifiée du 10 août 1915, eu égard notamment aux conséquences lourdes telles que décrites par la Chambre de Commerce ci-après.

Par ailleurs, la Chambre de Commerce relève que les auteurs du présent projet de loi insistent largement sur les avantages que pourraient retirer les professions libérales d'un abandon du critère de la commercialité par la forme. Les auteurs du présent projet de loi observent qu'en Belgique „l'évolution de diverses déontologies au cours des dernières années a été dans le sens de l'admissibilité de l'utilisation de formes de sociétés à responsabilité limitée (société anonyme, société privée à responsabilité limitée, et société coopérative à responsabilité limitée), mêmes unipersonnelles (société privée à responsabilité limitée unipersonnelle), à condition que l'utilisation de ces formes n'aboutisse pas à neutraliser le régime de responsabilité auquel le titulaire d'une profession libérale est soumis”³⁵.

La Chambre de Commerce ne voit aucun obstacle de principe à une évolution de la déontologie des professions libérales qui irait dans le sens d'une plus grande admissibilité des formes de société commerciales. En France, pays où le critère de la commercialité par la forme est en vigueur, cette évolution a également eu lieu. La loi du 31 décembre 1990 régit l'exercice en société des professions libérales réglementées³⁶ sans qu'il y ait lieu d'abandonner le critère de la commercialité par la forme pour toutes les autres sociétés françaises. Le régime des différentes formes de sociétés créées par la loi du 31 décembre 1990 est un régime créé sur mesure et spécialement adapté à l'exercice des professions libérales réglementées.

La Chambre de Commerce est d'avis que la problématique de l'élargissement des formes sociétaires accessibles aux membres de certaines professions libérales réglementées doit faire l'objet d'un débat parlementaire approfondi, en concertation avec les ordres professionnels concernés. Une modification du critère de la commercialité des sociétés, insérée subrepticement dans un projet de loi sur les restructurations d'entreprises, ne peut remplacer un débat de fond sur cette question.

En conclusion, la Chambre de Commerce est d'avis que l'abandon du critère de la commercialité par la forme serait synonyme de désorganisation pour un grand nombre de secteurs d'activité. La somme des inconvénients que représente cette désorganisation pour l'ensemble des entreprises serait bien plus grande que les seuls avantages que pourraient en retirer les membres de certaines professions libérales.

3.3. Une modification génératrice d'insécurité dans l'environnement juridique des entreprises

D'une manière générale, la Chambre de Commerce regrette qu'il soit projeté d'abandonner le critère simple et transparent de la commercialité par la forme au profit d'un mécanisme complexe et opaque, générateur d'apparences trompeuses, et susceptible d'accroître l'insécurité de l'environnement juridique des entreprises.

3.3.1. Les risques d'une apparence trompeuse

Le critère de la commercialité par la forme est un critère simple et transparent qui permet aux acteurs économiques de se fier à la forme apparente d'une société pour connaître le régime juridique auquel les activités de cette société sont soumises.

La commercialité par la forme est un principe ancré dans le droit des sociétés luxembourgeoises depuis 1915. Il a donné lieu à une jurisprudence nombreuse et cohérente. Le régime juridique des sociétés commerciales qui ont un objet civil est stabilisé et assure un degré élevé de sécurité juridique aux acteurs économiques luxembourgeois. Au niveau international, ce critère a été consacré et est toujours en vigueur en droit français.

L'abandon de la règle de la commercialité par la forme risque d'entraîner des complications inutiles dans la législation nationale en matière de sociétés commerciales. La modification projetée de l'article 3

³⁵ Commentaire des articles du présent projet de loi, p. 20.

³⁶ Loi No 90-1258 du 31 décembre 1990, JO 5 janvier 1991, p. 216. Voir également le commentaire de Yves Guyon sur cette loi (Actualité législative, Recueil Dalloz, commentaires législatifs, p. 75).

de la loi modifiée du 10 août 1915 entraînera la création de sociétés à forme commerciale (SA, SARL ...) dont les activités ne seront pas soumises aux règles du droit commercial. En pratique, cela signifie que, par exemple, les futures sociétés civiles à forme commerciale échapperont au droit de la faillite, à la juridiction des tribunaux de commerce, aux règles de facturation, au régime de la preuve à l'encontre d'un commerçant etc. ...

Cette possibilité de soustraire certaines sociétés constituées sous la forme de société commerciale aux règles du droit commercial risque d'entraîner la multiplication de sociétés à l'apparence trompeuse. En effet, en retenant le critère de l'objet social afin de déterminer la nature civile ou commerciale d'une société, les tiers ne pourront plus se fier à la forme sociale sous laquelle la société a été constituée. Ils devront obligatoirement se référer à l'objet de cette société afin de connaître le régime juridique auquel cette société est soumise.

3.3.2. *L'incertitude quant au régime juridique de nombreux secteurs d'activité*

Dans la pratique, l'objet d'une société est déterminé par ses statuts. Toutefois, les statuts d'une société ne reflètent pas toujours fidèlement la nature juridique des activités d'une société.

Selon une jurisprudence bien établie, la qualité de commerçant ne se présume pas: celui qui veut tirer de sa qualité de commerçant ou de celle d'un tiers des conséquences juridiques doit prouver cette qualité³⁷. A l'heure actuelle, il n'est absolument pas nécessaire de prouver qu'une société constituée sous une forme commerciale a la qualité de commerçant. Avec le principe de la commercialité par la forme, toute société constituée sous la forme d'une société commerciale a la qualité de commerçant. Etant donné cette présomption générale de commercialité, c'est à la société commerciale de rapporter la preuve du caractère civil d'un acte qu'elle prétend être tel. Si la modification projetée de l'article 3 de la loi modifiée du 10 août 1915 entrerait en vigueur, c'est au cas par cas qu'il faudrait déterminer si telle „société civile à forme commerciale“ a la qualité de commerçant ou non.

A titre d'illustration, dans la pratique, la détermination du caractère commercial d'une activité est particulièrement difficile à déterminer. De nombreuses activités se prêtent mal à la distinction activité civile/activité commerciale. Ainsi, les tribunaux luxembourgeois qualifient de commerçant le photographe qui se borne à reproduire servilement, par des moyens mécaniques l'image d'objets de toute nature³⁸ alors que, concomitamment ne peut être considéré comme commerçant le photographe qui ne produit que des œuvres d'art³⁹.

La jurisprudence luxembourgeoise a également admis que, pour être commerçant, il n'est pas nécessaire que l'on fasse des actes de commerce sa profession „principale“. La loi permet de reconnaître cette qualité à des personnes exerçant apparemment une activité quelconque n'ayant rien de commercial, pourvu qu'elles se livrent à des actes de commerce et en fassent leur profession habituelle⁴⁰. Dans la pratique, le caractère habituel de la réalisation d'actes de commerce est extrêmement difficile à déterminer⁴¹. La jurisprudence a d'ailleurs admis qu'une société qui a pour objet de faire habituellement des actes de commerce est commerçante, alors même qu'elle ferait en même temps, soit accidentellement, soit habituellement, des actes civils⁴².

Au total, l'abandon du critère de la commercialité par la forme risque de jeter une grande confusion parmi les professionnels de plusieurs secteurs d'activité. C'est le cas par exemple dans le secteur de l'exploitation minière. Comme le rappelle un arrêt de la Cour d'appel de 1928, l'exploitation d'une mine est une opération de nature purement civile. Mais, si cette exploitation est exercée par une société constituée dans les formes de l'une des six sociétés commerciales énumérées à l'article 2 de la loi modifiée du 10 août 1915, ces opérations réalisées dans le cadre de cette exploitation deviennent commerciales. Si la modification projetée de l'article 3 entrerait en vigueur, le régime juridique de

37 Lux. 11 août 1875, 1, 167.

38 Lux. 25 mars 1893, 3, 185.

39 Lux. 25 mars 1893, 3, 185.

40 Cour 21 décembre 1900, 5, 482.

41 L'article 1er du Code de commerce fait résulter la qualité de commerçant non pas de la manifestation du projet d'exercer le commerce, fût-il établi même par des préparatifs plus ou moins élargis, mais exige la profession habituelle effective, la réalité et non l'apparence; de même certains actes de commerce isolés sont insuffisants (Lux. 11 mai 1903, 6, 421).

42 Lux. 11 mai 1903, 6, 421.

l'exploitation des mines redeviendrait subitement une activité civile soumise exclusivement aux règles du droit civil.

La situation de nombreux professionnels, acquise de longue date, risque d'être subitement remise en cause. Le problème risque de se poser tout particulièrement pour les sociétés d'experts-comptables⁴³ et les sociétés à participation financière (holding)⁴⁴.

En somme, l'abandon du critère de la commercialité par la forme risque d'engendrer un contentieux important relatif à la détermination du caractère civil ou commercial de nombreuses activités économiques exercées sous forme sociétale, ce d'autant plus que la qualité de commerçant est une question d'ordre public que les tribunaux doivent vérifier d'office⁴⁵.

3.4. *L'absence de prise en considération des multiples conséquences juridiques de la modification projetée*

De l'aveu même des auteurs du présent projet de loi, la portée exacte de la modification qu'ils envisagent leur échappe en grande partie. Les auteurs reconnaissent en effet que la doctrine belge est extrêmement peu développée sur cette question⁴⁶ et se contente de citer à l'appui de leurs propositions l'ouvrage de J. GUILLERY qui date de 1883!

Or, la modification projetée a des implications importantes sur le régime juridique des sociétés luxembourgeoises, au-delà de la problématique des restructurations d'entreprises. La modification projetée de l'article 3 de la loi modifiée du 10 août 1915 risque d'avoir des conséquences juridiques insoupçonnées et des répercussions importantes sur de nombreuses branches du droit national.

La Chambre de Commerce regrette que les auteurs du présent projet de loi se contentent d'énoncer certaines répercussions juridiques de l'abandon du critère de la commercialité par la forme, sans apporter le moindre commencement de solution aux difficultés que leur proposition suscite.

3.4.1. *Du point de vue du droit de la faillite*

Du point de vue du droit de la faillite, l'abandon du critère de la commercialité par la forme a pour conséquence de créer une catégorie de sociétés qui devraient échapper au droit de la faillite. Les futures „sociétés civiles à forme commerciale“ ne seront „pas soumises à la législation sur la faillite, mais à l'état largement inorganisé de la déconfiture civile“⁴⁷.

A cet égard, les auteurs du projet de loi se contentent de signaler que „rien n'empêche le législateur luxembourgeois, dans le cadre de la réforme actuellement entreprise de son droit de la faillite, d'étendre l'applicabilité de la future loi aux sociétés civiles à forme commerciale“⁴⁸.

La Chambre de Commerce est consciente du fait que l'état actuel de la législation nationale en matière de faillite nécessite une réforme fondamentale, notamment afin de mettre l'accent sur la prévention des faillites⁴⁹. Cependant, la réforme actuellement en cours et à laquelle les auteurs du présent projet de loi font référence ne fait qu'introduire des mesures ponctuelles⁵⁰. La Chambre de Commerce ne perçoit pas la nécessité d'obscurcir le débat sur la modernisation du droit de la faillite par des considérations d'un autre temps.

43 Cour d'appel 13 mai 1998, R. No 20549; Trib. Arr. Luxembourg, 6 mai 1994, R. No 41866.

44 Selon la Cour d'Appel, l'objet des sociétés à participation financière (société holding) est essentiellement civil. Cependant, la société holding sous la forme d'une société anonyme est une société de commerce, ses opérations sont à considérer comme des actes de commerce et les contestations auxquelles elles peuvent donner lieu sont de la compétence de la juridiction commerciale. Cour d'Appel 24 mai 1989, R. No 11162.

45 Cour 11 janvier 1956, 16, 433.

46 Commentaire des articles du présent projet de loi, p. 21.

47 Ibid. p. 21.

48 Ibid. p. 21.

49 Avis de la Chambre de Commerce sur le projet de loi portant des mesures ponctuelles en matière de prévention des faillites et de lutte contre les faillites organisées, 5 novembre 2003, Doc. parl. 5157⁵.

50 Projet de loi portant des mesures ponctuelles en matière de prévention des faillites et de lutte contre les faillites organisées, dépôt le 20 mai 2003, Doc. parl. 5147.

Par ailleurs, il est inadmissible que de nombreuses activités économiques (sociétés en participation financières, experts-comptables, exploitation minière ...) échappent au champ d'application de la législation sur la faillite entre le moment où l'article 3 de la loi modifiée du 10 août 1915 serait amendé et le moment où le droit de la faillite serait éventuellement modernisé.

3.4.2. Du point de vue fiscal

Du point de vue fiscal, les auteurs du présent projet de loi se contentent de constater de façon lapidaire que „certaines adaptations de la législation fiscale pourront s'avérer nécessaires“⁵¹.

Certes, il est vrai qu'en vertu du principe de l'autonomie de la loi fiscale le présent projet de loi n'engendrera pas de changements majeurs au niveau de l'imposition.

En ce qui concerne la perception de l'impôt commercial communal, les sociétés ayant adopté la forme d'une société anonyme, d'une société à responsabilité limitée ou encore d'une société en commandite par actions sont toujours passibles de l'impôt commercial communal en raison de leur forme juridique (§ 2 alinéa 2 GewStG). Les sociétés de personnes telles que les sociétés en nom collectif et les sociétés en commandite simple par contre ne sont soumises à l'impôt commercial communal que si elles ont effectivement une activité commerciale, partielle ou exclusive. Ainsi, une société en nom collectif ayant une activité exclusivement agricole ne sera pas soumise à l'impôt commercial communal. Une société en nom collectif dont les revenus consistent partiellement en revenus commerciaux et partiellement en revenus agricoles est soumise à l'impôt commercial communal de façon intégrale (§ 2 alinéa 2 GewStG).

Dans le cadre de la réforme fiscale, le législateur avait introduit le numéro 4 à l'article 14 L.I.R. concernant la définition du bénéfice commercial, confirmant par là une pratique administrative en matière de „Geprägerechtsprechung“ en vertu de laquelle une société de personnes réalise un bénéfice commercial, même en l'absence d'une réelle activité commerciale, du fait d'être imprégnée par une ou plusieurs sociétés de capitaux. Ainsi l'article 14 numéro 4 dispose-t-il qu'est considéré comme bénéfice commercial „nonobstant les dispositions de l'article 175, alinéa 1er, et en l'absence d'une activité rentrant parmi celles visées par le numéro 1 ci-dessus (c'est-à-dire une activité commerciale, industrielle, minière ou artisanale) le revenu net provenant d'une activité à but de lucre exercée soit par une société en commandite simple, dont au moins un associé commandité est une société de capitaux, soit par une société en nom collectif (...), dont la majorité des parts est détenue par une ou plusieurs sociétés de capitaux (...)“.

La Chambre de Commerce voudrait relever une certaine contradiction entre cette approche, consistant à s'intéresser et à attacher des conséquences fiscales à la forme juridique d'une société détenant des parts dans une autre société, en considérant par-là cette dernière comme commerçante à des fins d'imposition, d'une part, et l'approche retenue par le présent projet de loi consistant à négliger la forme juridique d'une société et à privilégier son activité afin de répondre à la question de son caractère commercial, d'autre part.

En conclusion, la Chambre de Commerce est d'avis que la modification projetée de l'article 3 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et l'abandon du critère de la commercialité par la forme ne sont pas souhaitables.

*

Après consultation de ses ressortissants, la Chambre de Commerce ne peut approuver le projet de loi sous avis que de manière partielle. Elle approuve les dispositions ayant pour objet l'extension du champ d'application des dispositions en matière de fusion et de scission sous réserve de prise en compte de ses remarques. Elle peut également approuver les dispositions en matière d'introduction d'un cadre juridique pour les apports de branches d'activité et d'universalité et le transfert de patrimoine professionnel, à condition que les remarques critiques fondamentales émises soient prises en compte. Finalement, la Chambre de Commerce ne peut approuver l'abandon du principe de la commercialité par la forme. Elle propose que ce point, qui ne répond à aucune nécessité en matière de restructuration d'entreprises soit abandonné.

⁵¹ Ibid. p. 21.